

Singulier pluriel

Déposé le 10/06/2022

Fédération Syndicale Unitaire de la Drôme

SITE DE DEPOT

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

DU SYMBOLIQUE À L'ACTION

Comme prévu, Emmanuel Macron a été réélu à la Présidence de la République. Il n'est plus temps de ressasser l'histoire mais de mettre en avant quelques éléments d'espoir.

Un président aux abois

Si le Président a conservé son poste, il a été particulièrement mal élu.

Si l'union de la gauche n'a pu se faire au premier tour, elle est bien présente pour les Législatives.

Si la Macronie était toute nouvelle et toute puissante il y a cinq ans, elle hésite et tangué : trois semaines pour constituer un Gouvernement avec des ministres qui doivent gagner leur nomination par une élection.

Cependant, la République en Marche qui boite un peu est loin d'être à terre et s'est remise en ordre de bataille pour que rien ne change. Preuve en est : des poids lourds au triste passif judiciaire avec Darmanin et Dupond-Moretti ou un traître gourmand de trahison avec Dussopt. Il fallait donc au moins deux symboles pour faire parler d'autre chose que d'ultra-libéralisme destructeur : une femme qui aurait été soi-disant de gauche comme Première Ministre et un universitaire noir, spécialiste des discriminations, à l'Éducation nationale.

L'illusion de Grenelle

Dès les premières rencontres avec les syndicats ont été notées la courtoisie, la curiosité et l'écoute de Monsieur Ndiaye. Un peu moins de mépris, c'est toujours un peu d'énergie retrouvée. Mais ne soyons pas dupes, si Blanquer est enfin parti se faire battre à Montargis, il revient rue de Grenelle par la porte du cabinet en la personne de Jean-Marc Huart, imposé par l'Élysée. Nous n'avons pas oublié ce blanquérisme forcené qui a servi de fusible dans l'affaire du syndicat Avenir Lycéen avant d'aller libéraliser la Lorraine, à coup d'expérimentations à marche forcée, en tant que Recteur de l'académie de Nancy-Metz.

Ni embuscade ni embrouille. Le programme est connu et la première visite officielle à Marseille est claire : il s'agit bien de poursuivre le démantèlement vaillamment que vaillent de l'Éducation nationale et de mettre en place « l'école du futur ».

Contractualisation à tous les niveaux, explosion du cadre national, externalisation des missions sont bien au menu. Du recrutement des personnels à Parcoursup, le libéralisme c'est aussi faire croire que chacun.e est maître.sse de son destin et donc complètement responsable de ses échecs.

Pour la FSU, trouver sa place dans la société passe par l'émancipation et la solidarité. Il faut donc des services publics puissants avec des moyens conséquents, des agent.e.s reconnu.e.s, bien formé.e.s et rémunéré.e.s, pour qui travailler au service de la population et de l'avenir fait sens. C'est pourquoi la FSU 26 proposera une rencontre avec l'Intersyndicale de l'Éducation avant les congés estivaux.

Dans un premier temps, les urnes comme riposte

Malheureusement Macron n'est pas en reste sur les salaires, la protection sociale et les retraites. Pour la FSU 26, les primes à la place d'augmentations substantielles, c'est non. La casse de la sécu, c'est encore non et la retraite pour les morts c'est encore et toujours non. Là encore il faut se tenir prêt.e.s. Là encore, il faut d'ores et déjà se réunir au plus vite en Interprofessionnelle pour préparer et construire un rapport de force de grande ampleur.

Ce sont d'ailleurs ces mêmes dogmes qui empêchent toute discussion nuancée sur la guerre et l'accueil de tou.te.s les réfugié.e.s, quelle que soit leur origine. En effet, si la Russie est inexcusable, remettre en place les vieilles tensions et raviver les rancœurs entre l'Est et l'Ouest, réduire les échanges diplomatiques à des adhésions à l'OTAN, c'est bien faire le jeu des marchands de canon et non préparer la paix.

C'est pourquoi, et avant toute chose, la FSU 26 appelle tous les personnels à voter massivement aux élections législatives en opposition aux politiques néolibérales dévastatrices.

**Aux urnes citoyen.ne.s,
Toutes et tous dans l'action
dès le mois de septembre !**

Christophe Dumaillet et Amélie Chapapria,
Secrétaires départementaux FSU26.

Avec la réélection de Macron, le recul de l'âge de la retraite à 65 ans est programmé. Au-delà de cette information, beaucoup de flou demeure : quid du nombre d'annuités exigées, quid de l'âge de l'annulation de la décote fixé actuellement à 67 ans, quid du maintien du régime spécial des fonctionnaires ?

RETOUR À LA SITUATION D'AVANT 1981.

Quoi qu'il en soit, de nouvelles régressions se profilent, malgré les promesses avancées. Pas besoin de donner des exemples : les personnels de l'Éducation nationale et des collectivités territoriales mesurent l'impact sur les conditions de travail, les fins de carrière et l'attractivité des métiers. Pour faire bonne mesure, Macron a aussi annoncé la fin des régimes spéciaux. Nous serons donc touchés à plusieurs titres.

DES ARGUMENTS DE FAÇADE.

Plusieurs arguments sont avancés pour justifier ces mesures de prétendue justice sociale :

- veiller à l'équilibre du système
- financer la dépendance et la revalorisation des pensions.
- prendre en compte la pénibilité.
- assurer une pension minimale à 1100 euros.

MENSONGES ET CUISINE POLITIQUE.

Toutes ces mauvaises raisons sont aisément démontables.

- Le système des retraites est conjoncturellement en déficit à cause du Covid mais reviendra à l'équilibre en 2030, selon le Conseil d'Orientation des Retraites. Il n'y a donc pas d'urgence à réformer.
- Le financement de la dépendance et l'augmentation des pensions ne peuvent se faire au détriment des actifs. C'est une tactique bien connue que d'opposer les catégories. Quand des besoins nouveaux se font jour, il est légitime de leur trouver des financements spécifiques, a fortiori dans un pays riche comme la

France.

- Concernant la pénibilité, on a du mal à croire un Président de la République qui a tout fait pour réduire le nombre des critères et qui a en partie suspendu la loi.

- Fixer la pension minimale à 1100 € est un leurre à mettre en relation avec les 1063 € du seuil actuel de pauvreté. La loi Fillon prévoyait déjà un minimum à 1000 euros et Macron ne s'est jamais préoccupé de le respecter. C'est un pseudo cadeau électoraliste.

UNE RÉFORME INJUSTIFIÉE.

Ces éléments montrent que cette réforme est purement idéologique, sans lien avec la réalité. Elle n'agit aucunement sur les leviers qui permettent d'assurer une meilleure pension aux futurs retraités. Elle garantit pas non plus la pérennité du système par répartition.

Les raisons sont à chercher ailleurs. En fixant un âge et un nombre d'annuités inatteignables, elle vise plutôt à faire baisser les pensions et à ne pas élever de 13,6 % à 18 % la part du PIB consacrée à ces dépenses. Il s'agit de libérer des fonds pour le capital et la rémunération des actionnaires. Corollairement, la capitalisation se développera en raison de

la faiblesse des revenus des futurs retraités.

BIS REPETITA.

Puisque Macron revient à la charge, il faut donc se préparer à la mobilisation. Celle-ci a été victorieuse contre la retraite par points. Il n'y a donc pas de raison de penser que nous ne gagnerons pas ce futur combat.

Mais pour cela, il faut se préparer dès la rentrée à contrer les arguments mensongers et à descendre dans la rue. La FSU fournira des argumentaires et organisera la riposte.

Jean-Louis Mollard.



RETRAITE : DES IDÉES FAUSSES À COMBATTRE !

A la manière du « Dictionnaire des idées reçues » de Gustave Flaubert, la FSU vous propose trois idées fausses que les libéraux colportent pour justifier les reculs de nos droits :

- « Les retraites coûtent trop cher à la Nation. » **FAUX !** On y consacrait environ 5% du PIB en 1959 ; 13,8% aujourd'hui. Et il faudrait y consacrer 18% en 2040. Cette augmentation serait insoutenable?
- « Il faut travailler plus longtemps, puisqu'on vit plus longtemps. » **FAUX !** L'espérance de vie augmente mais la productivité aussi. On produit plus de richesses, on pourrait donc les partager en redonnant aux travailleurs les 12 points de la part salariale dans la valeur ajoutée, transférés au capital depuis les années 80 !
- « Il faut réformer car le déficit des régimes de retraites explose. » **FAUX !** Le Conseil d'Orientation des Retraites (organisme officiel peu suspect de gauchisme) estime que le déficit est conjoncturel. Le système retrouvera l'équilibre financier en 2030 ! Donc pas besoin de réformer !

Communiqué de presse FSU 26
du 3 juin 2022



La FSU26 dénonce le numéro d'illusionniste auquel se livre le Président Macron sur le sujet de l'Éducation.

En visite à Marseille où il expérimente le démantèlement de l'Éducation Nationale, il promet de développer l'École du futur.

Mais la présence muette à ses côtés du Ministre-alibi, Pap Ndiaye, ne fait pas oublier la responsabilité de son précédent gouvernement dans la débâcle éducative actuelle. C'est bien le gouvernement Macron et son ministre Blanquer qui ont inventé la sortie des Maths du tronc commun, le tri sélectif de Parcours Sup, la désorganisation des mois de mai et juin, le déclassement des personnels et le recours aux précaires dans le Primaire.

L'urgence, ce n'est pas de faire de la communication en annonçant le retour impossible des Maths à la rentrée ou en accordant prétendument plus de liberté aux acteurs de l'éducation. L'urgence, ce n'est pas de programmer plus d'autonomie dans les écoles et de les mettre en concurrence. Qui peut croire qu'en recrutant localement, on trouvera plus de professeurs des écoles dans des territoires peu attractifs ? Dès lors, comment assurer l'égalité sur le tout le territoire d'un département rural comme la Drôme.

L'urgence, c'est d'augmenter les salaires de tous les personnels pour rendre les métiers attractifs, c'est de proposer aux étudiants des prérecrutements. Mais l'urgence, c'est aussi de respecter les personnels.

Pour la FSU, la crise de l'École ne se résoudra qu'en accordant les moyens nécessaires, qu'en abrogeant les dernières réformes et qu'en accordant de la considération à tou.te.s les agent.e.s public.que.s.

Aux actes, maintenant !

La FSU 26 mobilisera les personnels pour une école républicaine plus égalitaire et appelle les personnels et les familles à voter massivement aux élections législatives en opposition aux politiques néolibérales dévastatrices.

ROMANS : LE CTSD ACTE LA RESECTORISATION CATASTROPHIQUE !

Face à l'autoritarisme de la maire de Romans, la FSU 26 appelait à se mettre en grève et manifester le jeudi 5 mai 2022, jour du CTSD spécial carte scolaire de Romans.

Avec pas loin de 9 enseignant.es de Romans sur 10 en grève et 250 personnes dans le cortège, l'opposition était tout à fait visible.

Les manifestant.es ont usé de l'humour qui leur restait pour animer la manifestation ...

Les délégués du personnel siégeaient 5 mai :

- Ils y ont obtenu qu'une seule classe soit proposée en fermeture à l'école Jacquemart au lieu de deux ce qui ne correspondait en rien à la réalité des élèves inscrit.es, même sans tenir compte des dérogations.
- Malgré cela, le projet de carte scolaire de la commune a reçu un vote unanime en contre, compte tenu de la méthode et du calendrier insoutenables.



Le CTSD de carte scolaire a dû être reconvoqué le vendredi 13 mai avec un projet identique. Ce fut le même verdict pour la proposition de carte scolaire de l'IA : contre à l'unanimité des membres présent.es. Néanmoins, la réglementation permet à l'IA de valider son projet et d'acter les fermetures d'écoles et de classes sur Romans.

Elle est belle la démocratie ! Le plus grave pour la FSU 26, c'est de s'asseoir sciemment sur le bien-être des élèves, des familles et des personnels !

Dans le même temps, la mairie de Bourg de Péage envisagerait de supprimer des ETAPS, moyens dédiés aux heures d'EPS dans les écoles afin de régulariser des factures d'électricité ! Il serait scandaleux de faire porter le choix libéral d'un opérateur privé sur la qualité de l'enseignement public. Une pétition circule, ainsi que des modèles de courriers, afin d'écarter cette hypothèse réactionnaire au possible :

<https://26.snuipp.fr/spip.php?article4790>

AESH, DES PERSONNELS PRÉCAIRES EN MODE TRÈS DÉGRADÉ



La situation des personnels AESH de l'Education nationale, mise en lumière ces derniers mois par des mobilisations exemplaires et soutenues par la FSU, reste dramatique et largement ignorée par l'administration. Dans notre département, comme sur l'ensemble du territoire, les témoignages sur la précarité du contrat, la gestion administrative déshumanisée des personnels et des conditions de travail toujours plus dégradées sont légion.

Pour les agent.e.s contractuel.le.s de la Fonction Publique, l'État est souvent le pire des employeurs, nos syndicats le constatent au quotidien : ce sont des travailleur.se.s précaires, toujours sous-payé.e.s et ne bénéficiant d'aucune reconnaissance par l'administration. En ce qui concerne les personnels AESH, les conditions d'emploi et d'exercice atteignent sans doute le summum de l'indignité : le temps partiel imposé est la norme et, de fait, s'institue dans la Fonction Publique d'Etat une catégorie de travailleur.se.s vivant en-dessous du seuil de pauvreté. Par ailleurs, la mutualisation des moyens imposée par les PIAL entraîne une mobilité géographique importante et subie, sans frais de déplacement bien sûr, dégradant encore un peu plus l'exercice du métier.

Au quotidien, les conditions de travail sont tout aussi mauvaises. Dans la Drôme, comme partout ailleurs, les remontées de terrain sont effrayantes : la prise de fonction des collègues se fait souvent au pied levé, sans formation initiale sur les pathologies rencontrées et parfois même sans information sur l'élève accompagné.e. Comment imaginer l'accueil d'un.e enfant autiste sans formation préalable ? Et celui d'un.e élève violent.e, relevant normalement

d'un institut médical spécialisé ? C'est pourtant ce qu'impose aujourd'hui l'administration aux personnels AESH, au détriment de leur santé et des enfants handicapé.e.s.

Les menaces, les insultes, les coups, les morsures et autres violences deviennent aujourd'hui le lot commun de nos collègues. Et s'ils et elles s'en plaignent, on leur répond souvent qu'ils et elles devront s'en accommoder. Au mieux, quelques visites conseils leur sont proposées, souvent mâtinées de menaces sur la reconduction de leur contrat.

Lorsqu'elles existent, les formations proposées par l'employeur sont inadaptées, éloignées du lieu d'exercice, et bien sûr, hors temps de travail.

Précarité, vous avez dit précarité ?

Ludovic Sébille
et Pierre-Luc Nodin.



La FSU revendique :

- un service à temps complet pour tous.tes les AESH permettant de prendre en compte tous les aspects et les différents temps du métier ;
- la suppression immédiate des PIAL qui institutionnalisent et aggravent la dégradation des conditions de travail des agent.es ;
- la création urgente d'un corps de titulaires de catégorie B de la Fonction publique intégrant et reclassant les agent.es déjà recruté.es, ainsi que la mise en place d'une formation initiale et continue conséquente.

**LES SERVICES PUBLICS
AU SERVICE DE LA SOCIÉTÉ !**